



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES Espagne

Une publication du SER de Madrid
Juillet 2026

Le chiffre du mois

9,9%

Taux de chômage au 2^{ème} trimestre 2026

Zoom sur :

Le gouvernement espagnol a partiellement prolongé, de juillet à septembre, le « plan intégral de réponse à la crise au Moyen Orient » pour un coût estimé à 1,8 Md€.

Le retrait progressif des mesures réduisant la fiscalité énergétique, sous différentes modalités, aura un coût estimé d'1,3 Md€ :

- La réduction de l'impôt sur les hydrocarbures est retirée progressivement et passera à 0,15 €/L en

juillet, 0,10€/L en août, puis 0,05 €/L en septembre. Cette réduction pourra être automatiquement haussée à 0,20 €/L en août et septembre si la différence de l'IPC des carburants de juin ou de juillet 2026 est supérieure de 15% par rapport aux mêmes mois de 2025 (coût estimé de 0,9 Md€ en moindres recettes).

- La réduction de la TVA sur le gaz naturel, les briquettes, les granulés, l'essence, le gazole, les biocarburants et l'électricité au taux réduit de 10% au lieu du taux ordinaire de 21% n'est pas reconduite. Elle sera uniquement appliquée en août et/ou en septembre pour le gaz naturel et l'électricité si la différence de l'IPC de chacune de ces catégories en juin et/ou juillet est supérieure de 15% par rapport aux mêmes mois de 2025.
- La réduction de l'impôt spécial sur l'électricité au minimum de 0,5% au lieu du taux ordinaire de 5,1% n'est pas reconduite. Elle sera uniquement appliquée en août et/ou en septembre si la différence de l'IPC de l'électricité en juin et/ou juillet est supérieure de 15% par rapport aux mêmes mois de 2025.
- La suspension de l'impôt sur la valeur de la production d'énergie électrique incorporée dans le système électrique, normalement à 7%, deviendra structurelle. Cet impôt sera ainsi progressivement réduit jusqu'à sa disparition complète en 2028 (coût de 0,3 Md€ en moindres recettes cette année ou de 2,7 Md€ entre 2026 et 2028).

Par ailleurs, les dispositifs de soutien aux secteurs économiques les plus touchés sont prolongés (coût estimé de 200 M€):

- Les aides directes de 0,20€ par litre de carburant à vocation professionnelle pour les producteurs

agricoles, les bateaux de pêche et les professionnels du transport routier sont prolongées jusqu'en septembre (inclus). En contrepartie, ces entreprises ne pourront pas licencier pendant cette période en invoquant des causes en lien avec la crise au Moyen-Orient ;

- Les aides directes aux agriculteurs utilisant des fertilisants dans les exploitations irriguées ou non irriguées sont également prolongées jusqu'en septembre (inclus).

Enfin, **plusieurs dispositifs resteront en vigueur toute l'année 2026** comme prévu lors de l'adoption du premier paquet de mesures en mars dont :

- La réduction dans la facture d'électricité de 80% du montant correspondant aux péages d'accès au réseau pour les industries électro intensives ;
- Le maintien des flexibilités pour modifier les contrats de fourniture en gaz et électricité pour les entreprises et les indépendants pendant toute l'année 2026 (changements sans coûts de puissance souscrite ou suspensions temporaires de la fourniture de gaz naturel) ;
- Les réductions renforcées sur les factures d'électricité pour les bénéficiaires du bon social électrique (réduction des factures d'électricité de 42,5% pour les consommateurs vulnérables et 57,5% pour les consommateurs vulnérables sévères, contre 35% et 50% respectivement en période ordinaire) ;
- La hausse de l'aide minimale du bon social thermique de 40€ à 50€ (aide directe versée aux consommateurs vulnérables pour compenser les dépenses en chauffage et eau chaude sanitaire) ;

- L'interdiction de la coupure des approvisionnements en électricité, eau et gaz aux consommateurs vulnérables ;
- Le plafonnement du prix de la bombonne de gaz butane de 12,5 kg (actuellement à 16,36€) à 19,55€ lors de la prochaine révision prévue en mai.

Activités macroéconomiques & financières

	Gouvernement Prévisions éco. et trajectoire de finances pub. (Juin 2026)		Commission Européenne Prévisions de printemps (Mai 2026)		Banque d’Espagne Prévisions Eurosystème (Juin 2026)		OCDE Perspectives économiques de l’OCDE (Juin 2026)		FMI Consultations article IV (Mai 2026)	
	2026	2027	2026	2027	2026	2027	2026	2027	2026	2027
Croissance PIB	+2,6%	+2,2%	+2,4%	+1,9%	+2,3%	+1,7%	+2,2%	+1,7%	+2,1%	+1,8%
Taux de chômage	9,9%	9,4%	9,9%	9,6%	10,0%	9,8%	10,2%	9,8%	9,8%	9,8%
Déficit public (% du PIB)	-2,1%	-1,8%	-2,4%	-2,0%	-2,4%	-2,3%	-2,2%	-2,3%	-2,3%	-2,3%
Dette publique (% du PIB)	99,1%	97,6%	99,6%	98,9%	98,9%	97,9%	98,5%	97,3%	98,6%	96,6%
Inflation (moyenne annuelle)	+ 2,9%	+ 2,7 %	+3,0%	+2,5%	+3,6%	+2,6%	+3,3%	+2,9%	+3,0%	+2,3%
	Déflateur du PIB		IPCH		IPCH		IPC		IPC	

Mesures de relance

- ✚ **Plan national de relance et de résilience (PNRR) – versements** : l'Espagne obtient quasi-intégralement le 6^{ème} versement du PNRR. Cette demande, intégrant la 6^{ème} tranche des subventions et la 3^{ème} tranche de prêts, avait été déposée par le gouvernement espagnol le 3 mars dernier mais l'évaluation de la Commission européenne n'est intervenue que le 2 juillet, alors qu'une dernière révision du plan a eu lieu au printemps. La Commission a donné un avis positif sur 73 des 76 jalons et objectifs évalués, permettant un versement quasi-complet (6,7 Md€ sur 7,3 Md€); on compte parmi ces objectifs l'adoption de la loi sur la mobilité durable, la création de l'entité publique Casa47 pour appliquer la politique du logement, la création de l'agence d'évaluation des politiques publiques ou l'exécution de divers investissements du PNRR. Les 3 jalons et objectifs qui restent à valider ont minoré le versement de près de 0,5 Md€ et concernent des investissements en formation professionnelle bilingue, services de téléassistance et projets d'appui aux populations vulnérables, entrepreneuriat et microentreprises.

Par ailleurs, deux jalons et objectifs correspondants à des versements précédents ont été partiellement validés par la Commission, qui autorise ainsi un versement complémentaire de 0,3 Md€ à ce titre. Il s'agit d'un objectif concernant la numérisation des PME (objectif 167) et l'entrée en vigueur de mesures fiscales recommandées par le comité d'experts pour la réforme fiscale (jalon 388, validation partielle). Ainsi, au total l'Espagne recevra 7,0 Md€ (dont 5,9 Md€ en subventions non-remboursables et 1,1 Md€ en prêts) en cas validation définitive du versement par le Conseil de l'UE. Dans l'ensemble, l'Espagne aura ainsi reçu près de 77 Md€ du plan de relance européen répartis entre 61 Md€ en subventions et 16 Md€ en prêts. Une fois ce 6^{ème} versement matérialisé, l'Espagne aura obtenu près de 76% du total prévu dans le PNRR espagnol de 103 Md€.

Selon le calendrier prévu, l'Espagne devrait demander un 7^{ème} et dernier versement avant le 30 septembre pour un montant de près de 26 Md€ afin de valider les derniers 146 jalons et objectifs du plan et finaliser l'exécution du plan national de relance et de résilience.

Macroéconomie

- ✚ **Croissance du PIB**: selon la [2^{ème} estimation de l'INE](#), le PIB trimestriel espagnol a enregistré une croissance de +0,6% au T1 2026 par rapport au trimestre précédent (-0,2 pp par rapport au T4 2025). Ce résultat porte l'acquis de croissance pour 2026 à +1,7% à l'issue du 1^{er} trimestre.

La croissance a été portée par la contribution de la demande nationale (contribution de 0,5 point) alors que la consommation privée (+0,6%) et l'investissement (+0,4%) ont été les moteurs de la croissance espagnole. À un

moindre degré, la demande externe a également contribué à hauteur de 0,1 point alors que les importations (-1,0%) ont reculé plus fortement que les exportations (-0,6%).

- ✚ **Inflation** : l'INE a publié sa [2^{ème} estimation](#) pour juin avec une augmentation de l'IPC de 3,2% (identique par rapport à celle de mai). L'IPC harmonisé au niveau européen (IPCH) s'élève à +3,6% en g.a. (identique par rapport à mai) et l'inflation sous-jacente à +2,9 % g.a., -0,1 pp par rapport à celle de mai).

Finances publiques

- ✚ **Déficit public** : le déficit des administrations publiques s'est élevé à 4,6 Md€ en avril (0,3% du PIB), soit une réduction de 0,1 pp par rapport à avril 2025. Par administration, les régions concentrent l'essentiel du déficit (7,4 Md€, soit 0,4% du PIB), suivi par l'État (1,6 Md€, soit 0,1% du PIB). En revanche, la sécurité sociale enregistre un excédent de 4,4 Md€, soit 0,3% du PIB.
- ✚ **Dettes publiques** : en mai, la dette des administrations publiques s'est élevée à 1 729 Md€, soit une hausse de 4,0% par rapport à mai 2025. [Selon l'estimation de la banque d'Espagne](#), le ratio de dette publique par rapport au PIB s'élèverait à 100,2% du PIB, soit -2,0 points par rapport à mai 2025.
- ✚ **Trajectoire de finances publiques 2027-2029**: le parlement a rejeté la trajectoire proposée par l'exécutif début juillet. Son adoption et vote par le parlement est une exigence de la loi organique de stabilité budgétaire et soutenabilité financière, et sert de base pour la préparation d'un budget. Le 14 juillet, le Congrès des députés avait rejeté la 1^{ère} trajectoire proposée par le gouvernement. Après que le Gouvernement a adopté le même projet de trajectoire, le Parlement a de nouveau rejeté la trajectoire le 24 juillet, cette fois-ci définitivement.

Emploi

- ✚ **Régularisation** : le gouvernement espagnol a reçu près de 1,2 M de demandes dans le cadre de la régularisation de migrants annoncée en avril, dont 0,6 M sont déjà en cours de traitement administratif. Pour rappel, l'exécutif avait adopté un décret le 14 avril établissant les conditions pour obtenir un permis de résidence et de travail pour les personnes en situation irrégulière remplissant les conditions suivantes : 1/ être majeur ; 2/ être entré en Espagne avant le 1^{er} janvier 2026 ; 3/ justifier au moins cinq mois consécutifs de séjour en Espagne ; 4/ ne pas avoir de casier judiciaire dans le pays d'origine. Par ailleurs, les demandeurs doivent également justifier un des trois éléments

suivants : 1/ démontrer l'existence d'un lien professionnel ; 2/ vivre en Espagne avec son unité familiale à condition qu'elle comprenne des enfants mineurs ou des personnes à charge ; 3/ se retrouver dans une situation de vulnérabilité avérée.

- ✚ **Enquête de population active** : selon l'INE, le taux de chômage diminue au T2 2026 jusqu'à 9,9% (10,8% au T1 2026, -0,9 pp). Le nombre de personnes au chômage s'établit à près de 2,5 millions de personnes (-213 000 personnes par rapport au trimestre précédent). Par ailleurs, l'Espagne recense environ 22,8 millions de personnes occupées (+486 000 personnes par rapport au trimestre précédent) et la population active augmente de près de 272 000 personnes et atteint 25,3 millions de personnes (25,0 millions au trimestre précédent).
- ✚ **Affiliations à la sécurité sociale** : fin juin, la sécurité sociale atteint 22,2 millions d'affiliés corrigé de variations saisonnières (c.v.s), soit près de 92 000 affiliés c.v.s. supplémentaires par rapport à mai et 340 affiliés c.v.s depuis le début de l'année 2026.
- ✚ **Chômage** : fin juin, le nombre de personnes inscrites au chômage s'élève à 2,3 millions de personnes. Le nombre de personnes au chômage a diminué de près de 29 000 personnes par rapport à mai mais est resté stable c.v.s. (-185 personnes).

Entreprises

- ✚ **Chiffre d'affaires** : selon l'INE, en avril l'indice de chiffre d'affaires des entreprises (ICNE) est en légère hausse (+ 1,0% c.v.s. en variation mensuelle).
Parmi les quatre secteurs analysés, le commerce a été le seul à afficher un taux mensuel négatif (-1,0 %). Quant au secteur de la distribution d'électricité, d'eau, de l'assainissement et de la gestion des déchets, il a enregistré la plus forte hausse (9,5 %).
- ✚ **Chiffre d'affaires industrie et services** : selon l'INE, en avril, le chiffre d'affaires du secteur industriel (ICN) enregistre une baisse de -0,8% c.v.s. en variation mensuelle.
Le secteur de l'énergie (8,8%) et celui des biens intermédiaires (1,2%) ont affiché des taux mensuels positifs. En revanche, les biens de consommation non durables (-2,7%), les biens d'équipement (-2,0%) et les biens de consommation durables (-1,5%) ont enregistré des taux mensuels négatifs.
- ✚ **Le chiffre d'affaires du secteur des services (IASS)** se situe à -0,3% c.v.s. en variation mensuelle pour avril 2026.

- ✚ Indices PMI : en juin, l'indice PMI du secteur industriel est en baisse en Espagne (-1,5 pt à 49,7). L'indice PMI pour les services est à la hausse (54,2 après 50,1).

Pour le mois de juin, le PMI composite de l'Espagne augmente en Espagne (+3,1 pt à 53,3).

- ✚ Création d'entreprises : selon l'INE, 11.558 sociétés ont été créées en avril 2026, soit -2% de plus par rapport au mois d'avril 2025. Le capital souscrit lors de leur constitution a enregistré une hausse annuelle de 20,2% et le capital souscrit moyen (44 399€) a augmenté de 22,7%. Par ailleurs, 2 666 sociétés ont procédé à une augmentation de capital, soit 9,3% de plus qu'en avril 2025. Le capital souscrit lors de ces augmentations a augmenté de 71,4%. Le nombre de sociétés commerciales dissoutes a augmenté de 24,9% en glissement annuel. 15,4% d'entre elles l'ont fait volontairement.

- ✚ Commerce de détail : l'indice de commerce de détail (ICM) enregistre une variation mensuelle de -1,5% c.v.s. en avril 2026. Parmi les modes de distribution, c'est le secteur des entreprises à site unique qui a enregistré la plus forte baisse (-1,3 %).

Numérique

- ✚ L'écosystème des start-ups en Espagne se consolide a progressé de près de 40 % en un an et compte désormais près de 5 000 entreprises. Les investissements se stabilisent au-dessus de 3,1 Md € en 2025, tandis que le chiffre d'affaires des start-ups technologiques passe de 11,5 Md€ à 14,8 Md€ entre 2024 et 2025. Entre 2023 et mars 2026, 2 100 entreprises émergentes ont été certifiées, avec un délai moyen de certification de 45 jours, en deçà du délai légal de trois mois. De plus, l'Espagne s'affirme comme un pôle international de talents : les autorisations de séjour ont augmenté de 286% entre 2020 et 2024. C'est ce qui ressort de l'évaluation de la loi sur les start-ups réalisée par les groupes de travail du Forum national des entreprises émergentes – regroupant plus de 50 acteurs de l'écosystème –, qui confirme la consolidation de l'écosystème entrepreneurial.

Secteur bancaire et financier

- ✚ Une rentabilité bancaire en forte hausse début 2026, mais dopée par des opérations exceptionnelles : selon les données publiées le 6 juillet par la Banque d'Espagne, la rentabilité du secteur a atteint 17,3% au premier trimestre 2026, contre 14,4% le trimestre précédent. Ce bond s'explique en grande partie par des éléments exceptionnels et non récurrents : sans eux, la rentabilité serait restée autour de 15%. Le principal facteur est le bénéfice de

Banco Santander, qui a plus que doublé sur un an pour dépasser 5,4 Md€, grâce à la plus-value dégagée sur la vente de ses activités en Pologne. La performance reste par ailleurs très inégale selon la taille des établissements : la rentabilité des grands groupes atteint environ 18%, contre moins de 10% pour les entités de taille plus modeste. Au-delà de cet effet ponctuel, les fondamentaux du secteur demeurent solides. Les banques espagnoles n'ont jamais été aussi bien capitalisées depuis la pandémie, avec un ratio de capital total de 18,4 %, et la part des crédits douteux poursuit sa baisse pour tomber à 2,6 %, un plus bas historique.

Marché de l'immobilier

✚ Une hausse des loyers qui se poursuit mais nettement plus modérée à la mi-2026 : selon [l'indice du portail Idealista](#), le loyer moyen s'établit à 15,3€/m² par mois en juin 2026, en hausse de +4,2% sur un an et de +1,6% sur le trimestre, marquant un nouveau maximum historique. Le ralentissement du rythme annuel, désormais nettement inférieur aux progressions à deux chiffres observées jusqu'en 2024, traduit davantage une contrainte de solvabilité des ménages qu'une détente du marché : la dynamique reste tirée par un déficit persistant d'offre locative face à une demande soutenue. Les niveaux les plus élevés demeurent concentrés dans les grandes agglomérations et les zones touristiques : la Communauté de Madrid (21,7 €/m²), les Baléares (20,2 €/m²) et la Catalogne (17,6 €/m²) restent les régions les plus chères, Madrid et Barcelone dépassant 23 €/m² à l'échelle des villes.

✚ La Banque d'Espagne érige le logement en « urgence nationale » et étudie un durcissement macroprudentiel : dans son [rapport annuel](#) publié le 18 juin 2026, le superviseur consacre un développement substantiel au marché résidentiel, présenté comme l'un des principaux défis structurels de l'économie espagnole. Devant la commission économique du Congrès, le gouverneur José Luis Escrivá a chiffré le déficit de logements à 750 000 unités, résultat d'une offre augmentant plus lentement que la demande et aggravé depuis la pandémie ; il l'impute à un ensemble de facteurs (pression démographique liée aux flux migratoires, essor des meublés touristiques, déclin du secteur de la construction, blocage du foncier, lenteur des procédures d'urbanisme et insécurité juridique) et appelle à une meilleure coordination entre les trois niveaux d'administration. La priorité affichée est l'accroissement de l'offre, le superviseur n'excluant pas des mesures transitoires de contention de la demande, telles que des limites aux usages non résidentiels. La Banque d'Espagne indique par ailleurs étudier, avec prudence, la possibilité d'encadrer les standards d'octroi des crédits hypothécaires les plus risqués afin de prévenir une bulle ; elle reconnaît toutefois le caractère « intrusif » d'une telle mesure et le risque qu'elle dégrade l'accès des jeunes et des ménages modestes, et annonce la publication prochaine d'un cadre analytique. Le gouverneur

estime toutefois que les indicateurs de risque demeurent en deçà des niveaux du début des années 2000 (prix réels encore inférieurs au pic de 2007, endettement privé contenu, solvabilité bancaire renforcée) et n'identifie pas de menace significative pour la stabilité financière.

- ✚ **Un déploiement de la politique publique du logement centré sur le Plan Estatal de Vivienda 2026-2030** : le gouvernement a engagé la mise en œuvre effective du Plan Estatal de Vivienda 2026-2030, doté de 7 Md€ sur cinq ans, soit près du triple du plan précédent, et financé à 60% par l'État et à 40% par les communautés autonomes. La répartition des fonds a été validée en Conférence sectorielle le 21 mai 2026, ouvrant le déploiement des aides, dont 800 M€ dès 2026 au titre de la première annuité. Les crédits se répartissent entre l'extension du parc public (40%), la réhabilitation (30%) et les aides directes aux ménages (30%), avec un ciblage marqué sur les jeunes (aide au loyer pouvant atteindre 300 €/mois, aide à l'achat en zone rurale jusqu'à 15 000 €) et le maintien à perpétuité du caractère protégé des logements sociaux. En complément, l'exécutif prépare pour juillet 2026 un décret-loi destiné à réduire la pression locative, intégrant notamment une prorogation extraordinaire des contrats et un relèvement de la TVA à 21% sur les meublés touristiques afin d'en réorienter une partie vers la location résidentielle.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Madrid

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/ES>

Rédaction : Audinet Paul, Cattin Laure, Marañón Alexander

Abonnez-vous : espagne@dgtresor.gouv.fr